

Bijlage aan het ministerieel besluit van 11 september 1987

**AANVRAAG TOT TOEKENNING VAN DE HERINNERINGSMEDAILLE  
DER GEWAPENDE HUMANITAIRE OPERATIES TOE TE STUREN AAN :**

Ministerie van Landsverdediging  
Centrale Dienst van het Stamboek  
Kwartier Koningin Elisabeth  
Eversestraat  
1140 Brussel

Ik ondergetekende .....  
(naam en voornamen), geboren op ..... stamnummer .....  
verzoek om toekenning van de Herinneringsmedaille der Gewapende Humanitaire Operaties voor de diensten die ik volbracht heb tijdens  
de operatie .....  
te ..... (land) van ..... tot .....  
met ..... (eenheid of vaartuig).

Ik voeg aan mijn aanvraag een getuigschrift toe van goed zedelijk gedrag en ..... bewijsstuk(ken) dat (die) ik nog bezit.

Ik bevestig op mijn eer dat deze gegevens echt zijn.

Ik verlang dat het brevet mij toegezonden wordt op volgend adres :

(Handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 11 september 1987.

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

**EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN****MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 87 — 1845

**9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
organique de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »**

L'Exécutif de la Région wallonne,

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment le titre II;  
Vu la loi du 22 octobre 1970 érigeant en entreprise d'Etat le service chargé de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, 1<sup>o</sup>;

Vu l'article 21 de décret du 23 décembre 1986 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu les articles 4 et 5 du décret du 9 juillet 1987 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1985 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 modifiant celui du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 25 juin 1987 relatif au Comité de Surveillance de l'Entreprise d'Etat « Complexe du barrage de Nisramont »;

Vu l'accord du Membre de l'Exécutif ayant le budget dans ses attributions donné le 9 juillet 1987;

Vu les loi coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de procéder dans les délais à l'exécution des dépenses prévues au budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a dans ses attributions la politique de l'eau et notamment les matières visées à l'article 6, § 1er, V, 1<sup>o</sup> de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

— « Entreprise » : l'Entreprise d'Etat « Complexe du barrage de Nisramont ».

**Art. 2.** Le projet de budget annuel de l'Entreprise est divisé en trois sections comprenant : les opérations courantes, les opérations en capital, mentionnées selon leur nature, sous les mêmes numéros d'articles et les mêmes littéras que le budget de la Région wallonne et les opérations pour ordre.

**Art. 3. § 1.** La comptabilité est subdivisée en deux parties :

1° la comptabilité budgétaire tenue en partie simple, a pour objet de suivre l'exécution du budget et de surveiller le niveau des engagements de dépenses. Elle doit permettre d'établir le compte d'exécution du budget au 31 décembre;

2° la comptabilité commerciale et industrielle, tenue en partie double, a pour objet l'enregistrement journalier des opérations.

Elle doit permettre :

- de dégager le prix de revient des produits et des services ainsi que le résultat d'exploitation;
- d'établir le compte de profits et pertes et le bilan.

§ 2. Les variations du patrimoine de la Région wallonne sont enregistrées dans un compte spécial.

§ 3. Une situation financière sera présentée au Ministre le 1er mai et le 1er septembre de chaque année.

**Art. 4. § 1er.** Le personnel de l'entreprise comprend :

- des agents statutaires, dans les limites du cadre organique du Ministère de la Région wallonne;
- du personnel de complément et de remplacement engagé à temps ou pour un objet déterminé.

§ 2. Les agents de la Région wallonne sont soumis aux dispositions statutaires qui les concernent.

§ 3. Le personnel de complément ou de remplacement est engagé sous contrat par le Ministre sur proposition du Comité de Surveillance.

§ 4. Le calcul et le paiement des rémunérations du personnel ainsi que des allocations accessoires au traitement sont effectués par le Service central des dépenses fixes, à la charge du compte courant ouvert dans les écritures de la Trésorerie du Ministère des Finances, à l'entreprise.

**Art. 5.** L'inspecteur des Finances désigné par le membre de l'Exécutif régional wallon qui a le budget dans ses attributions exerce son contrôle suivant les dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1981 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

**Art. 6.** Le chef du service de Production et d'Adduction d'eau du Ministère de la Région wallonne est autorisé à exercer les actions, décerner les contraintes, les viser et les rendre exécutoires.

**Art. 7. § 1er.** Les frais d'exploitation et de maintenance de tous les complexes gérés par l'Entreprise ainsi que les frais d'amortissement et de renouvellement des biens meubles nécessaires à l'exploitation de ceux-ci sont à charge de l'Entreprise.

§ 2. Les frais d'amortissement et de renouvellement des biens immeubles réalisés à charge du budget de l'Entreprise sont à charge de celle-ci à concurrence de 40 p.c.

**Art. 8.** L'arrêté royal du 7 septembre 1972 organique de l'Entreprise d'Etat chargée de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Les Ministres membres de l'Exécutif régional wallon qui ont respectivement le budget et l'eau dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1045

#### 9. JULI 1987. — Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive zur Organisation des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Titels II;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Oktober 1970, das den mit der Betreuung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragten Dienst in einen Staatsbetrieb umwandelt;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, Punkt 1;

Aufgrund von Artikel 21 des Dekrets vom 23. Dezember 1986 zur Festlegung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region;

Aufgrund der Artikel 4 und 5 des Dekrets vom 9. Juli 1987, das das erste Anpassungsblatt zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region enthält;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 25. Juni 1987 über den Aufsichtsausschuss des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »;

Aufgrund des am 9. Juli 1987 gegebenen Einverständnisses des Mitglieds der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die im Haushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 vorgesehenen Ausgaben fristgemäss zu tätigen;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik und insbesondere die in Artikel 6, § 1, V, Punkt 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten gehören;

— « Betrieb » : den Staatsbetrieb « Complexe du Barrage de Nisramont ».

Art. 2. Der Entwurf des jährlichen Haushaltsplans des Betriebs wird in drei Abschnitte aufgeteilt, die folgendes umfassen : die laufenden Geschäfte, die Kapitalgeschäfte, die je nach Art in den gleichen Artikeln und in den gleichen Titeln wie diejenigen des Haushaltsplans der Wallonischen Region erwähnt sind, und die mit Fremdmitteln getätigten Geschäfte.

Art. 3. § 1. Die Bücher werden in zwei Teile gegliedert :

1. die einfache Haushaltsbuchführung, um die Ausführung des Haushaltsplans zu verfolgen und den Stand der Ausgabeverpflichtungen zu überwachen. Sie soll eine Aufstellung der Abrechnung der Haushaltsausführung am 31. Dezember ermöglichen;

2. die doppelte Geschäfts- und Kostenbuchführung, die die tägliche Registrierung der Geschäftsvorfälle zum Ziel hat.

Diese Buchführung soll folgendes ermöglichen :

— den Gestehungspreis der Erzeugnisse und die Kostenrechnung der Dienstleistungen sowie das Betriebsergebnis zu ermitteln;

die Gewinn- und Verlustrechnung und die Bilanz aufzustellen.

§ 2. Die Veränderungen des Vermögens der Wallonischen Region werden in eine Sonderrechnung gebucht.

§ 3. Am 1. Mai und am 1. September eines jeden Jahres wird dem Minister eine Finanzlage vorgelegt.

Art. 4. § 1. Das Personal des Betriebs umfasst :

— die satzungsgemässen Bediensteten, im Rahmen des Stellenplans des Ministeriums der Wallonischen Region;

— das zusätzliche- und Ersatzpersonal, das für eine bestimmte Zeit oder für einen bestimmten Zweck eingestellt worden ist.

§ 2. Die Bediensteten der Wallonischen Region unterliegen den sie betreffenden statutarischen Bestimmungen.

§ 3. Das zusätzliche- und Ersatzpersonal wird auf Vorschlag des Aufsichtsausschusses vom Minister unter Vertrag eingestellt.

§ 4. Die Löhne des Personals sowie die Gehaltszulagen werden von der Zentraldienststelle für feste Ausgaben zu Lasten des in den Büchern des Schatzamtes des Ministeriums der Finanzen für den Betrieb eröffneten Kontokorrentkontos berechnet und ausgezahlt.

Art. 5. Der Finanzinspektor, der von dem Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, bestellt wird, übt seine Kontrolle gemäss den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 5. Oktober 1961 zur Organisation der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle aus.

Art. 6. Der Leiter der Dienststelle für Wassergewinnung und -zufuhr des Ministeriums der Wallonischen Region darf gerichtliche Schritte unternehmen, Vollstreckungsaufträge erteilen, sie mit einem Visum versehen und sie für vollstreckbar erklären.

Art. 7. § 1. Die Ausgaben für die Betreuung und Wartung aller von dem Betrieb geführten Komplexe sowie die Ausgaben für die Amortisation und Erneuerung der beweglichen Güter, die für deren Nutzung notwendig sind, gehen zu Lasten des Betriebs.

§ 2. Die Ausgaben für die Amortisation und die Erneuerung der unbeweglichen Güter, die zu Lasten des Haushalts des Betriebs getätigt worden sind, werden bis zu 40 Pzt. von dem Betrieb getragen.

Art. 8. Der Königliche Erlass vom 7. September 1972 zur Organisation des mit der Betreuung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragten Staatsbetriebs wird aufgehoben.

Art. 9. Der Vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10. Die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, zu deren Zuständigkeitsbereich jeweils der Haushalt und das Wasser gehören, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 9. September 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

## VERTAALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

**9 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende organisatie van het Staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »**

De Executieve van het Waalse Gewest,

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op het Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op titel II;

Gelet op de wet van 22 oktober 1970 tot omzetting in een staatsbedrijf van de dienst belast met de exploitatie van het stuwdamcomplex te Nisramont;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1<sup>o</sup>;

Gelet op artikel 21 van het decreet van 23 december 1986 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op de artikelen 4 en 5 van het decreet van 9 juli 1987 houdende de eerste aanpassing van de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van dat van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 25 juni 1987 betreffende het toezichtscomité van het Staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »;

Gelet op de instemming van het Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 9 juli 1987;

Gelet op de wetten gecoördineerd op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door de behoefte om over te gaan binnen de termijnen tot de uitvoering van de uitgaven bedoeld in de begroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

**Besluit :**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister » : de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het waterbeleid en, in 't bijzonder, de in artikel 6, § 1, V, 1<sup>o</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde aangelegenheden behoren;

— « Bedrijf » : het Staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont ».

**Art. 2.** Het ontwerp van de jaarlijkse begroting van het bedrijf wordt verdeeld in drie secties die behelzen : de gewone verrichtingen, de vermogensverrichtingen, vermeld volgens hun aard, onder dezelfde nummers van artikelen en dezelfde litteras dan de begroting van het Waalse Gewest en de verrichtingen voor orde.

**Art. 3. § 1.** De comptabiliteit wordt in twee delen verdeeld :

1<sup>o</sup> de begrotingscomptabiliteit gehouden in eenvoudig gedeelte heeft ten doel de uitvoering van de begroting te volgen en op het niveau van de vastleggingen van de uitgaven toezicht te houden. Zij moet het opmaken van de rekening van uitvoering van de begroting op 31 december toelaten;

2<sup>o</sup> de commerciële en industriële comptabiliteit, gehouden in dubbel gedeelte, heeft ten doel het dagelijks opnemen van de verrichtingen.

Zij moet toelaten :

— de kostprijs van de produkten en diensten evenals het uitbatingresultaat te belichten;

— de winst- en verliesrekening en de balans op te maken.

**§ 2.** De veranderingen in het vermogen van het Waalse Gewest worden op een bijzondere rekening opgenomen.

**§ 3.** De financiële toestand zal aan de Minister voorgedragen worden op 1 mei en 1 september van elk jaar.

**Art. 4. § 1.** Het personeel van het bedrijf is samengesteld uit :

— de statutaire ambtenaren, binnen de grenzen van de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— het aanvullings- of vervangingspersoneel aangeworven voor een bepaald doel of onderwerp.

**§ 2.** De ambtenaren van het Waalse Gewest zijn onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen betrekking hebben.

**§ 3.** Het aanvullings- of vervangingspersoneel is door een overeenkomst aangeworven door de Minister op voorstel van het Toezichtscomité.

**§ 4.** Het uitrekenen en het bepalen van de bezoldigingen van het personeel evenals de aan de loon bijkomende toelagen worden door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven uitgevoerd ten laste van de in de geschriften van de Schatkist van het Ministerie van Financiën geopende rekening-courant, aan het bedrijf.

**Art. 5.** De inspecteur van Financiën aangewezen door het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, oefent zijn controle uit volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

**Art. 6.** Het hoofd van de dienst van waterproductie en -leiding van het Ministerie van het Waalse Gewest is gemachtigd vorderingen in te stellen, dwangbevelen uit te vaardigen, ze te viseren en ze uitvoerbaar te maken.

**Art. 7. § 1.** De uitbating- en onderhoudskosten van al de door het bedrijf beheerde complexen evenals de afflossings- en vernieuwingskosten van de roerende goederen nodig voor de uitbating ervan zijn ten laste van het bedrijf.

§ 2. De ten laste van de begroting van het bedrijf afflossings- en vernieuwingskosten van onroerende goederen zijn ten laste van deze ten belope van 40 pct.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 7 september 1972 houdende organisatie van het Staatsbedrijf, belast met de exploitatie van het stuwdamcomplex te Nisramont is opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in kracht de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** De Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting en het water onderscheidenlijk behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven,  
A. LIENARD

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

#### Consulats étrangers en Belgique

Le 4 août 1987, M. Frédéric Bohner a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul général honoraire de Suisse à Anvers, avec une circonscription consulaire s'étendant sur la ville et le port d'Anvers, en remplacement de M. Willi Schuhmacher, dont les fonctions ont pris fin.

Le 20 août 1987, Mme Magnhild Bakke a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul de carrière, gérante du Consulat général de Norvège à Anvers, avec une circonscription consulaire s'étendant sur toute la Belgique, à l'exception de la province de Brabant, en remplacement de M. Oscar Torgersen, dont les fonctions ont pris fin.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

#### Vreemde Consulaten in België

Op 4 augustus 1987 heeft de heer Frédéric Bohner het nodige exequatur ontvangen om het ambt van honorair Consul-Generaal van Zwitserland te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de stad Antwerpen en haven, ter vervanging van de heer Willi Schumacher, wiens ambt een einde heeft genomen.

Op 20 augustus 1987 heeft Mevr. Magnhild Bakke de nodige machtiging ontvangen om het ambt van Beroepsconsul, waarnemer van het consulaat-generaal van Noorwegen te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort gans België, uitgenomen de provincie Brabant, ter vervanging van de heer Oscar Torgersen, wiens ambt een einde heeft genomen.

### MINISTÈRE DES FINANCES

#### Mandats

Par arrêté royal du 10 septembre 1987, M. Quaghebeur, F.J.C., directeur général de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, est nommé, à partir du 1er août 1987, membre du Conseil d'Administration de la Société Anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles, en remplacement de M. Lacroix, admis à la retraite.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1987, M. De Wachter, J.A.C., inspecteur général des finances, est désigné à partir du 1er juillet 1987 en qualité de délégué du Ministre des Finances près la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage, en remplacement de M. Deloof.

### MINISTERIE VAN FINANCIËN

#### Mandaten

Bij koninklijk besluit van 10 september 1987, wordt de heer Quaghebeur, F.J.C., directeur-generaal van de BTW, registratie en domeinen, met ingang van 1 augustus 1987 benoemd tot lid van de Raad van beheer van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, ter vervanging van de heer Lacroix, op rust gesteld.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1987 wordt de heer De Wachter, J.A.C., inspecteur-generaal van financiën, met ingang van 1 juli 1987 aangeduid in de hoedanigheid van gemachtigde van de Minister van Financiën bij de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen, ter vervanging van de heer Deloof.

### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

#### Services du Secrétaire général. — Ordres nationaux (Mouvement du 15 novembre 1986)

Par arrêtés royaux du 22 mai 1987, les décorations ci-après ont été décernées :

#### Ordre de Léopold

Commandeur (Promotion)

Services du Secrétaire général

M. Closson, G.G.L.J., directeur d'administration.

### MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

#### Diensten van de Secretaris-generaal. — Nationale Orden (Beweging van 15 november 1986)

Bij koninklijke besluiten van 22 mei 1987 worden navermelde onderscheidingen verleend :

#### Leopoldsorde

Commandeur (Bevordering)

Diensten van de Secretaris-generaal

De heer Closson, G.G.L.J., bestuursdirecteur.